

**Comité administratif et juridique****CAJ/79/7 Add.****Soixante-dix-neuvième session  
Genève, 26 octobre 2022****Original : anglais  
Date : 12 octobre 2022**

---

**ADDITIF A :  
MESURES VISANT A RENFORCER LA COOPERATION EN MATIERE D'EXAMEN***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. On trouvera dans le présent addendum les réponses des organisations d'obteneurs à la circulaire E-22/104, du 26 juillet 2022, sur la volonté (ou non) des obteneurs d'utiliser les rapports d'examen DHS existants.

2. Le présent document est structuré comme suit :

Annexe I : Euroseeds

Annexe II : Communauté internationale des obteneurs de plantes horticoles de reproduction asexuée (CIOPORA)

Annexe III : *International Seed Federation* (ISF)

[L'annexe I suit]



# Commentaires à l'UPOV

## sur les situations dans lesquelles les obtenteurs voudront (ou non) utiliser les rapports d'examen DHS existants

En réponse à la circulaire E-22/104 de l'UPOV, Euroseeds communique les informations ci-après sur les situations dans lesquelles les obtenteurs souhaiteraient (ou non) utiliser les rapports d'examen DHS existants.

### 1. Situations dans lesquelles les obtenteurs souhaiteraient réutiliser les rapports d'examen DHS existants et raisons qui le justifieraient

- En cas de demande dans plusieurs membres de l'UPOV voisins (OCVV puis Royaume-Uni et Serbie, par exemple), un nouvel examen DHS ne ferait que répéter les résultats de l'examen précédent. Le temps que prendrait cet examen et le délai d'attente de l'obteneur pourraient retarder l'innovation, l'adoption et l'utilisation d'une variété plus moderne qui, sans ce nouvel examen, pourrait être mise à la disposition des agriculteurs plus tôt. (On citera l'exemple des agriculteurs ou cultivateurs au Royaume-Uni qui n'obtiendraient pas les nouvelles variétés aussi rapidement qu'auparavant et aussi rapidement que les agriculteurs de l'Union européenne du fait des coûts supplémentaires.)
- En cas de demande dans différents pays qui utilisent exactement le même ensemble de référence, un nouvel examen DHS ne ferait qu'ajouter des observations supplémentaires pour le même essai, ce qui prendrait du temps et coûterait de l'argent.

- En cas de demande pour des variétés cultivées dans des environnements contrôlés, qui auront donc le même phénotype indépendamment du lieu où elles sont plantées. Même justification que ci-dessus, le nouvel examen DHS ne ferait que reproduire les résultats de l'examen précédent. Dans certains pays, il n'est même pas procédé à l'examen DHS (c'est par exemple le cas pour l'orge d'hiver en Suède et en Irlande) et les obtenteurs sont alors tributaires de leur capacité à acheter un rapport DHS.
- Certains pays constituent un marché trop petit pour que les obtenteurs puissent justifier de consacrer des ressources à l'examen DHS (contrairement à l'essai VCU, l'examen DHS ne permet pas d'évaluer la valeur d'une variété dans le pays ou marché en question). Dans ce cas, il est très utile de reprendre un rapport d'examen DHS d'un pays aux conditions climatiques similaires.

**En résumé**, reprendre les rapports d'examen DHS existants permet de réduire les délais et les coûts et d'alléger la charge de travail des obtenteurs et des offices d'examen. Lorsque le rapport existant repose sur les principes directeurs de l'UPOV, la validité technique du droit d'obteneur n'est généralement pas contestée. Utiliser le même rapport d'examen DHS fondé sur le format UPOV permet en outre d'éviter les problèmes d'interprétation. Par ailleurs, réutiliser des rapports d'examen DHS permet une utilisation efficiente des semences (seulement un ou deux envois de semences). Dans les cas où la variété a déjà été acceptée sur la liste nationale des variétés dans le pays où l'examen DHS a déjà été effectué, la possibilité de réutiliser le rapport d'examen DHS fait non seulement gagner du temps et de l'argent mais est aussi un gage de sécurité.

## **2. Situations dans lesquelles les obtenteurs ne souhaiteraient pas réutiliser les rapports d'examen DHS existants et raisons qui le justifieraient**

- Lorsque l'environnement est différent et peut avoir un effet sur certaines des caractéristiques potentiellement pertinentes dans un pays différent de celui où la première demande a été déposée. Les circonstances locales (sol, intensité lumineuse, méthodes de culture) peuvent fortement influencer sur le comportement d'une variété. Si l'on utilise également le rapport DHS qui a été repris à des fins de protection pour le comparer aux descriptions établies localement, il peut y avoir des différences considérables, qui n'existent pas en réalité entre les deux variétés. Ou le contraire. Dans ce cas, il peut être préférable d'effectuer des essais locaux.
- Également dans les cas où le rapport DHS existant n'est pas fondé sur les principes directeurs de l'UPOV (dans ce cas, la validité pourrait être contestée plus facilement et des problèmes d'interprétation pourraient se poser).

### 3. Problèmes que les obtenteurs rencontrent souvent en pratique en ce qui concerne l'acceptation ou la possibilité de réutiliser les rapports d'examen DHS

- Dans certains pays, la réutilisation est tout à fait impossible car seuls les essais locaux sont acceptés.
- Certains pays exigent du demandeur qu'il fournisse le rapport DHS existant mais, aux termes de l'accord UPOV, le rapport DHS ne doit être échangé qu'entre autorités. Le demandeur n'est pas partie à l'UPOV.
- Dans certains pays, le rapport DHS existant doit être traduit, parfois même par un traducteur agréé. Les offices de protection des obtentions végétales ne sont pas disposés à le faire, pas plus qu'ils ne sont disposés à envoyer l'original au demandeur. Voir le point précédent. Tous les pays ne suivent pas les directives techniques de l'UPOV et certains appliquent des règles qui s'ajoutent à celles de l'UPOV (par exemple, en Australie, il faut qu'au moins une variété similaire soit mentionnée dans le rapport DHS et que l'examen repose sur deux échantillons).
- Certains pays attendent de l'entreprise qui fait la demande qu'elle obtienne et fournisse le rapport DHS, et au moins un pays exige également la légalisation de la signature de la personne qui signe au nom des autorités, ce qui n'est pas réaliste.



Avenue des Arts 52

1000 Bruxelles

[www.euroseeds.eu](http://www.euroseeds.eu)

#EmbracingNature



[L'annexe II suit]

ANNEXE II

**De :** Paulo Peralta - CIOPORA <[Paulo.Peralta@ciopora.org](mailto:Paulo.Peralta@ciopora.org)>  
**Date :** 26 septembre 2022 17:26  
**À :** REZENDE TAVEIRA Leontino <[leontino.taveira@upov.int](mailto:leontino.taveira@upov.int)>  
**Cc :** Edgar Krieger - CIOPORA <[edgar.krieger@ciopora.org](mailto:edgar.krieger@ciopora.org)>; mail, Upov <[upov.mail@upov.int](mailto:upov.mail@upov.int)>  
**Objet :** FW : à faire pour le 26 septembre 2022 : fourniture d'informations au sujet de l'examen DHS

Cher Leontino,

J'espère que vous allez bien. Je vous contacte au sujet de la consultation relative à l'examen DHS.

La CIOPORA a sélectionné des obtenteurs du Canada et de la Nouvelle-Zélande, des essais DHS étant échangés régulièrement entre ces deux pays et avec d'autres membres de l'UPOV. Elle a ensuite interrogé ses membres en Nouvelle-Zélande et au Canada sur différents aspects, tels que leur expérience avec l'utilisation des rapports d'examen DHS d'autres pays et leur volonté de continuer à le faire.

En résumé, la CIOPORA a constaté que, pour les cultures fruitières, l'achat de rapports d'examen DHS est une pratique courante chez les obtenteurs au Canada et en Nouvelle-Zélande. Selon les obtenteurs au Canada, il s'agit là d'une procédure efficace, qui fonctionne bien. Cela étant, il ressort clairement des entretiens que les obtenteurs tiennent compte, dans les rapports d'examen DHS qu'ils achètent dans d'autres pays, des conditions différentes de réalisation des essais qui ne s'appliquent pas forcément à leur contexte local.

Il est important de souligner que ces conclusions sont tirées d'un échantillon très réduit d'obteneurs, qui ne représentent pas la position de l'ensemble de la communauté de nos membres, puisqu'il nous aurait fallu plus de temps pour obtenir un échantillon représentatif.

Cordialement,

**Paulo Peralta**  
**Expert technique**



Siège de la CIOPORA  
Deichstraße 29  
20459 Hambourg  
Allemagne  
Tél. : +49 40 555 63 702 | [info@ciopora.org](mailto:info@ciopora.org) | [www.ciopora.org](http://www.ciopora.org)

*Ce message, y compris toute pièce jointe, est destiné uniquement au(x) destinataire(s) et peut contenir des informations confidentielles. Si vous n'en êtes pas le destinataire, ou si vous l'avez reçu par erreur, veuillez nous en informer immédiatement par e-mail ou par téléphone et supprimer ce message et toute pièce jointe. Toute divulgation à un tiers, reproduction ou autre utilisation de ce message ou de ses pièces jointes est strictement interdite. Pour plus d'informations sur la CIOPORA et sur notre politique de confidentialité, veuillez consulter le site [www.ciopora.org](http://www.ciopora.org).*



[L'annexe III suit]

**De :** Hélène Khan Niazi <[H.khanniazi@worldseed.org](mailto:H.khanniazi@worldseed.org)>

**Date :** 27 septembre 2022 11:00

**À :** mail, Upov <[upov.mail@upov.int](mailto:upov.mail@upov.int)>

**Objet :** RE : À faire pour le 26 septembre 2022 : fourniture d'informations au sujet de l'examen DHS

Au Secrétariat de l'UPOV,

L'ISF souscrit aux informations communiquées par Euroseeds sur la question.

Nous restons à votre disposition si vous avez besoin de plus amples informations.

Cordialement,  
Hélène

Hélène Khan Niazi (Guillot)  
International Agricultural Manager

✉ [h.khanniazi@worldseed.org](mailto:h.khanniazi@worldseed.org)

☎ +41 (0)22 365 44 20

☎ +41 (0)22 365 44 21



Reposoir 7, 1260 Nyon, Switzerland

[www.worldseed.org](http://www.worldseed.org)

[Fin de l'annexe III et du document]